

L'ADEQUATION DES DIPLOMES ET DES PARCOURS POUR AMELIORER L'INSERTION EN ENTREPRISE EN EUROPE ET EN AMERIQUE LATINE.

7eme REAL –Thématique T3

Leda Rouquayrol Guillemette
Maître de conférences
Université du Havre
Membre du laboratoire GRIC

INTRODUCTION

Il existe une tradition séculaire de coopération universitaire entre l'Europe et l'Amérique latine. Cette relation n'est cependant pas aussi importante qu'elle était il y a quelques décennies. Les impératifs économiques et géopolitiques ont pris le pas sur les rapprochements culturels. Les élites de l'Amérique latine étaient formées dans les grands centres d'enseignement et de recherche européens. Actuellement, se sont les grandes universités américaines qui reçoivent une grande partie de ce flux, ce qui ne manque évidemment pas d'influer sur les orientations idéologiques et les stratégies politiques et économiques de cette région.

L'Europe a tout à fait intérêt à renouer des liens culturels, scientifiques, technologiques et éducatifs avec l'Amérique latine et à les renforcer en révisant ses priorités et stratégies. Ceci dans la perspective égalitaire de savoir, car de deux cotés de l'océan Atlantique le monde scientifique et le monde des affaires ont tout à y gagner.

Ces questionnements font l'objet de ma réflexion ayant pour objectif la contribution au renforcement des liens entre les universités et les entreprises européennes et latino-américaines à travers l'adéquation des diplômes et des parcours offerts. Quelles stratégies peuvent être mises en place en France pour l'amélioration de l'insertion professionnelle dans les entreprises de ces deux régions ? La demande d'Europe existe sur les « marchés » universitaires mondiaux, mais saurons-nous répondre par une offre pertinente et adaptée, à la fois diversifiée et compatible ?

L'ancrage profond de la culture européenne dans la plupart des pays latino-américains est encore visible. Or, cette richesse ne peut pas être négligée et peut être utilisée réciproquement comme un atout majeur dans le cadre des échanges commerciaux entre ces deux régions en question. Afin de mieux se connaître sur un plan commercial, l'Union européenne et l'Amérique latine ont besoin de développer des formations spécifiques qui viseraient à faciliter les rapports entre les divers acteurs de deux régions.

Il est nécessaire d'ouvrir des formations multidisciplinaires, qui puissent offrir des précieuses opportunités de mobilité interrégionales aux étudiants, dont le contenu serait en adéquation avec les défis de notre temps et pouvant compter également sur un personnel administratif performant, à même d'assurer la continuité des projets tels ceux concernant les stages en entreprise. Il est important d'ajouter à cela des moyens conséquents et une plus grande lisibilité des formations de pointe offertes par les Universités européennes. La mondialisation de l'économie a créé de nouvelles opportunités pour les futurs acteurs du monde des affaires et que l'ouverture des marchés latino-américains offre un grand potentiel de développement des relations économiques et commerciales entre l'Union Européenne et l'Amérique Latine.

COOPERATION UNIVERSITAIRE ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET L'AMERIQUE LATINE

L'importance du Colloque REAL 2010 à Cartagena en Colombie réside notamment dans le bilan qui a été établi sur des actions de coopération menées par des universités de l'Union Européenne et de l'Amérique Latine, ainsi que sur la mise au point d'un certain nombre d'initiatives existantes dans ce secteur. D'après des observations concernant la conjoncture géopolitique plus récente, il est possible d'affirmer que celle-ci n'a pas donné la possibilité à une optimisation dans les secteurs ciblés par la coopération entre les deux régions.

Par ailleurs, la coopération avec les pays tiers menée par plusieurs Etats-Membres de l'Union Européenne n'a pas toujours été bien définie. En Amérique latine, cette coopération était établie selon les besoins ponctuels de chaque Etat-Membre, sans une véritable coordination, sauf pour quelques rares exceptions. L'évolution de la politique extérieure de l'Union Européenne et son volet « Politique de Développement » comprennent plusieurs facettes plus ou moins connues. Avec le temps, le besoin d'un certain encadrement de la mise en œuvre de cette politique s'est révélé essentiel surtout au fur et à mesure des progrès perceptibles du projet européen.

En ce qui concerne la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique universitaire, il est forcé de constater une certaine dichotomie entre l'action communautaire et celle des Etats-Membres. D'un côté se situent les actions bilatérales des Etats-Membres, qui se fixent souvent et presque exclusivement sur un seul pays et une seule institution. Et de l'autre côté, se trouvent les programmes Communautaires dans ce secteur, impliquant la mise en réseau de plusieurs universités issues de différents pays de l'Union Européenne et de l'Amérique Latine.

La mise en place des réseaux d'institutions d'enseignement supérieur avec une véritable implication institutionnelle de part et d'autre de l'Atlantique à travers les programmes communautaires est une importante valeur ajoutée dans le cadre de la coopération bilatérale existante.

Malgré un long historique de coopération entre les institutions d'enseignement supérieur de l'Union européenne et de l'Amérique latine, il est forcé de constater qu'un certain manque d'information de part et d'autre persiste en dépit des efforts déployés. En effet, il serait important d'énumérer quelques failles dans la mise à disposition ou la prise de connaissance des informations concernant les principaux acteurs de cette coopération:

- les formations sur l'Amérique latine dispensées dans les universités de l'Union Européenne (et même les pays candidats à l'adhésion),
- les secteurs de la recherche sur l'Amérique latine en Europe,
- l'information scientifique et technique sur l'Amérique latine en Europe.

Tout ceci implique non seulement l'établissement d'inventaires et de bases de données largement accessibles, mais aussi des actions de diffusion et de valorisation des connaissances et des acquis d'une part et de l'autre de l'Atlantique.

Au-delà de leurs missions de recherche et d'enseignement de pointe, les institutions d'enseignement supérieur pourraient mieux affirmer leur rôle social, y compris par un

meilleur échange d'expériences avec d'autres institutions d'une même région. L'insertion de l'université dans un contexte plus large permettrait également de provoquer un effet multiplicateur et les retombées de la coopération seraient non seulement plus visibles mais aussi plus efficaces.

L'implication effective des institutions par le biais de leur personnel, équipement et autres moyens est un facteur de réussite du projet ou de l'action. Cette implication effective a des retombées tangibles sur la qualification des individus et des institutions, portant des fruits non seulement à court terme, mais aussi à moyen et long terme. Et ensuite, le besoin d'établir une véritable stratégie pour la coopération, aussi bien pour l'Union Européenne, que pour les pays de l'Amérique Latine.

La définition d'une stratégie de coopération des institutions d'enseignement supérieur devrait se faire dans le cadre d'une politique étatique globale de l'éducation. Néanmoins, l'absence d'une réflexion au préalable des missions et objectifs de la coopération d'une université avec son entourage soit au niveau national ou au niveau international, n'a pas permis d'établir une réponse cohérente aux différentes actions dans lesquelles s'implique l'université, lesquelles sont souvent données suite à des demandes venues de l'extérieur.

Ce manque de perméabilité et dialogue entre les résultats effectifs produits par les universités et les besoins pratiques d'un pays ou une région peut à la longue amoindrir les effets multiplicateurs produits par la mise en place des politiques de coopération communautaires ou bilatérales.

Il serait important d'établir des politiques cohérentes et coordonnées qui en encadrant les actions dans les différents domaines, permettraient d'optimiser les différentes initiatives et de valoriser leurs impacts.

L'université a un rôle fondamental de liaison à jouer entre l'Etat et la société civile. Ce dialogue est très important vis à vis des perspectives et des analyses des politiques non seulement des universités mais des politiques en général, notamment celles de l'éducation, auxquelles les universités peuvent et doivent contribuer.

Dans le cadre des Programmes et actions promus et financés par l'Union Européenne, l'implication des universités peut prendre plusieurs formes. La plus visible se trouve à travers du Programme ALFA et du Programme ALβAN, qui leur sont directement destinés.

Cette implication peut aussi se faire par le biais des projets soutenus par l'Union Européenne dans le domaine du développement social au sens plus large. Ainsi, les universités peuvent contribuer avec leur expertise en terme de ressources humaines, de laboratoires ou de groupes de recherche sur le terrain et ceci, tant au niveau des sciences exactes ou des sciences naturelles et des technologies, que des sciences sociales et humaines.

Quant aux universités latino-américaines, les contributions ont démontré que des meilleurs résultats sont atteints dès que les universités latino-américaines tracent des stratégies et établissent des objectifs à atteindre en partenariat. Ce réseau de partenaires rend possible la complémentarité et le partage des compétences réunies autour d'un « leadership » fort qui maintient la cohésion et la ligne conductrice du groupe le menant à atteindre les objectifs prévus.

La stratégie de ces universités leur permet dans un premier temps, de réduire le gaspillage de ressources humaines et financières et ensuite rend possible l'affirmation de leurs valeurs et de leur prestige vis-à-vis de leur région, voir de leur pays.

La participation des universités devient possible dans le cadre d'autres partenariats qui ne sont pas exclusivement universitaires. Ceci est possible, par exemple, par:

- La formation d'extension universitaire,
- La contribution à la formation tout au long de la vie en passant par la meilleure définition et affirmation des besoins de compétences en fin de parcours universitaires,
- La dynamisation de colloques et de débats avec plusieurs secteurs de la société permettant ainsi une réflexion sur des thèmes d'actualité et ceux conduisant à l'affirmation du rôle prévisionnel de l'Université. Par conséquent, les contenus pédagogiques seraient constamment questionnés et renouvelés avec l'actualisation des matériaux d'études pour les étudiants et en tant qu'appui aux professeurs,
- La contribution plus efficace de l'université aux réformes des systèmes éducatifs, ainsi que d'autres politiques qui bénéficieraient aussi des connaissances de pointe disponibles dans les universités notamment par le biais de la recherche fondamentale et appliquée.

Une plus grande intégration et participation de l'université avec son entourage et une meilleure définition de sa stratégie de coopération contribueraient à réduire les difficultés de financement des universités elles-mêmes, et à donner une réponse adéquate aux besoins d'éducation dans les pays de l'Amérique latine où l'offre éducative de qualité de troisième niveau n'a pas accompagné l'explosion démographique urbaine.

MASTER ECHANGES AVEC L'AMERIQUE LATINE, BILAN

Dans mon parcours de chercheur à l'Université du Havre, j'ai dû préparer un terrain propice pouvant recevoir et faire fructifier des travaux de recherche plus approfondis sur la coopération entre l'Europe et l'Amérique latine. Il y a dix ans, en collaboration avec le laboratoire CIRTAI et avec l'aide des collègues chercheurs, j'ai mis en œuvre le projet de création d'une maîtrise de commerce avec l'Amérique latine, transformée en Master par la suite. Cette formation est devenue un lieu de rencontres culturelles et linguistiques, d'observation de la société avec ses différences et similitudes. C'est un milieu de fertilisation croisée où le nouveau continent côtoie le vieux, où l'apprentissage et l'enseignement sont mutuels.

Je souhaitais créer une plateforme pluridisciplinaire à partir de laquelle je pouvais mettre à profit avec d'autres collègues juristes, historiens et linguistes nos connaissances sur l'Amérique latine et sur le Brésil en particulier. Par la suite, la création du cours « les enjeux de la coopération » en deuxième année de master m'a permis d'appliquer les fruits de mes recherches et travaux sur la coopération communautaire, notamment celle sur la cohésion sociale.

Nous voulions mettre à profit nos connaissances issues de la recherche et les appliquer en salle de cours. J'avais remarqué qu'à l'époque les universités offraient un enseignement très peu lié à la réalité du commerce avec l'Amérique latine. L'enseignement n'était pas vraiment professionnalisant concernant ce sous-continent. Par la création de la maîtrise de commerce avec l'Amérique latine, j'ai voulu allier les deux, la théorie avec la recherche approfondie et la pratique sur le terrain.

L'enseignement des langues et civilisations latino-américaines, en plus de l'anglais et du français langue étrangère a pris une place prépondérante dans ce projet. J'avais travaillé pendant deux ans afin d'élaborer une maîtrise que puisse être homologué par le Ministère de l'enseignement supérieur (homologation en 1998) et vraiment apporter un plus aux jeunes futurs cadres, ainsi qu'une formation performante au sein de l'Université du Havre à même d'attirer les étudiants européens et latino-américains.

Des années plus tard, le Centre de recherche de l'Université Libre de Bruxelles CERCAL m'avait invité à donner une conférence sur la création de la maîtrise de commerce. Le public était composé par des collègues universitaires et des entreprises ou institutions représentant les entreprises. Comme pour la France, la Belgique offrait peu de formations de ce type.

En créant cette maîtrise, j'ai croyais à l'ancrage profond de la culture européenne dans la plupart des pays latino-européens. Or, cette richesse ne pouvait pas être négligée et pouvait être utilisée réciproquement comme un atout majeur dans le cadre des échanges commerciaux entre ces deux régions en question. Afin de mieux se connaître sur un plan commercial, l'Union européenne et l'Amérique latine auraient besoin de développer des formations spécifiques qui viseraient à faciliter les rapports entre les divers acteurs de deux régions.

A mon avis, il était nécessaire d'ouvrir des formations multidisciplinaires, qui puissent offrir des précieuses opportunités de mobilité interrégionales aux étudiants, dont le contenu serait en adéquation avec les défis de notre temps et pouvant compter également sur un personnel administratif performant, à même d'assurer la continuité des projets tels ceux concernant les stages en entreprise. Il était important d'ajouter à cela des moyens conséquents et une plus grande lisibilité des formations de pointe offertes par les Universités européennes. La mondialisation de l'économie avait créé de nouvelles opportunités pour les futurs acteurs du monde des affaires et que l'ouverture des marchés latino-américains offrait un grand potentiel de développement des relations économiques et commerciales entre l'Union Européenne et l'Amérique Latine.

Je souhaitais que la maîtrise de commerce avec l'Amérique latine puisse spécialiser des étudiants ayant une formation de base soit en droit, en économie ou en langues appliquées, dans le domaine des échanges avec les pays de cette région. J'avais aussi réfléchi aux entreprises qui pourraient engager nos jeunes en stage de formation ou alors définitivement comme cadres. Il fallait que les entreprises soient alertées sur le fait qu'engageant les jeunes issus de cette formation elles seraient mieux à même de pénétrer ce marché plus efficacement, puisqu'elles proposeraient des individus performants, connaissant l'environnement dans lequel ils travailleraient, tout en respectant et en prenant en compte les différences des comportements et cultures.

Quant à la construction du cursus, il a fallu recruter des professeurs (dans d'autres universités) et des intervenants professionnels (CCI, Port autonome, cabinets d'avocats, diverses entreprises de négoce international, etc) performants et très spécialisés, capables d'aborder des matières parfois difficiles, telles :

- le développement du réseau portuaire en Amérique latine,
- les opportunités de marché et d'investissement dans le Mercosur,
- la convention fiscale brésilienne,
- Investissements dans ces pays, forme juridique des sociétés, taxes et formalités locales, fiscalité,

- Régime juridique des capitaux étrangers, contrats de concession ou distribution,
- représentation commerciale et franchisage, la loi de concession de services publics,
- privatisations, marché financier, convention fiscale franco-brésilienne, rapatriement des dividendes, taxation des bénéficiaires, fiscalité pour l'importation d'équipements,
- Chapitre humain : partir en Amérique Latine sans à priori, apprendre à écouter, analyser et s'adapter aux règles locales.
- Les infrastructures: grandes villes, ports, systèmes de transports.
- Ressources locales et besoins locaux,
- Les opportunités de marché et d'investissement dans le Mercosur
- L'Amérique Latine dans le contexte mondial et les rapports commerciaux avec le marché européen, américain et asiatique.

Tout étudiant européen de Master doit effectuer un stage en entreprise en Amérique latine destiné à le sensibiliser à la réalité de la vie professionnelle. Il donne l'occasion à l'étudiant d'effectuer une mission dans l'entreprise, lui permettant d'apprendre certaines techniques et procédures, et d'observer les mécanismes de la prise de décision. Une convention de stage doit être signée entre l'entreprise et l'Université. Les étudiants latino-américains inscrits dans ce Master devaient faire leurs stages en France. Quant au rapport de stage, il n'obéit à aucun formalisme particulier. Mais il doit comporter une présentation de l'entreprise, et surtout, rendre compte de la mission accomplie au sein de l'entreprise. L'étudiant doit en particulier analyser de façon précise et critique ce que le stage a apporté à sa formation. Actuellement, je leur demande d'inclure leurs impressions concernant la culture locale en générale et dans les entreprises en particulier. Ceci pourra éventuellement être utilisé pour la rédaction d'un article sur le sujet. Nous avons pensé à la création d'un « carnet de bord » où seraient consignées toutes leurs impressions concernant les différences linguistiques entre les pays de langue espagnole en Amérique latine, ainsi que les différences de comportement dans le monde des entreprises selon le pays visité. Dans l'avenir, nous aurons assez de matériel pour faire un livre avec le soutien d'un laboratoire pour publication.

Quant à l'enseignement des langues, outre l'anglais, le portugais et l'espagnol préparent également les étudiants à être performants concernant leurs futurs rapports professionnels avec les pays latino-américains. A l'issue de leur formation, les étudiants doivent être capables de négocier en quatre langues, tout en étant attentifs aux différences culturelles et de civilisation des pays latino-américains. Actuellement, ils suivent des cours pratiques et théoriques en management interculturel.

Encore par rapport à l'enseignement des langues et afin d'établir de liens privilégiés avec le monde professionnel, la Faculté des affaires internationales proposait un cours de langue et civilisation brésilienne aux cadres d'entreprises souhaitant travailler avec le Brésil. Cette démarche visait non seulement à promouvoir l'enseignement du portugais et de la civilisation brésilienne au sein de l'Université du Havre, mais aussi renforcer les liens avec les entreprises de la région et fournir un atout considérable aux étudiants de cette filière par l'offre sur le marché d'une expertise rare concernant le Brésil et les entreprises brésiliennes.

Concernant les accords de coopération visant l'échange de professeurs chercheurs et étudiants et la recherche scientifique conjointe et afin de renforcer cette spécialité, l'Université du Havre avait signé des accords interuniversitaires de coopération avec plusieurs Universités latino-américaines au Brésil, Mexique, Costa Rica, Panama, Colombie, Pérou et Chili. En 1996, 97 et 98 j'avais organisé trois colloques (INTERCAMBIOS) avec la collaboration des étudiants et du laboratoire GRIC. Ces colloques avaient réuni des chercheurs et professionnels

du transport international et la logistique et du commerce entre la France et le Brésil. Actuellement, je suis responsable notamment des échanges avec le Brésil pour la mobilité des étudiants mais aussi concernant la recherche. A travers les laboratoires GRIC et GREDFIC de l'Université du Havre, je m'efforce de faire venir au moins deux collègue brésiliens par an pour qu'ils puissent donner des conférences, participer à nos colloques ou alors travailler sur des projets communs. J'ai publié un livre en version portugaise en partenariat avec le laboratoire NAEA de l'Université Fédérale du Para, je collabore à l'élaboration d'un livre avec ce même laboratoire en écrivant un chapitre sur l'UE. Deux professeurs du NAEA sont venus participer au Colloque du laboratoire GRIC en novembre 2007 avec publication des actes et nous organisons avec le laboratoire GREDFIC un Congrès au Brésil sur la justice sociale en octobre 2008.

Le master de Commerce avec l'Amérique latine est une véritable plateforme pour les enseignants chercheurs. Ils peuvent dispenser leur savoir aux étudiants en deuxième année et les étudiants peuvent profiter des sources fraîches et sûres d'information. Le Master a un rôle très important à l'université du Havre en ce qui concerne l'enseignement, la documentation (BU), la recherche (Laboratoires) et l'animation (congrès, colloques, conférences, Forum). Les collègues brésiliens qui viennent au Havre en tant que professeurs invités peuvent offrir des cours et/ou des conférences aux étudiants inscrits en master de l'Université du Havre.

Le service de documentation de l'université compte d'importants outils de travail : livres sur les connaissances spécifiques en droit, économie, sociologie, statistique, géographie, histoire, transport, santé, des revues et magazines, cassettes vidéo, DVD avec des documentaires sur les pays latino-américains, ainsi que l'accès à l'internet. Les laboratoires de recherche de l'Université ont ouvert ses portes aux étudiants de ce master pour la consultation des documents sur place.

Au cours de sa deuxième année de maîtrise, chaque étudiant doit rédiger un mémoire qui est un travail universitaire de réflexion et de recherche. Le sujet retenu se rattache à l'un des champs disciplinaires abordés par l'étudiant. L'étudiant doit, dans son travail, faire la preuve de sa capacité à poser un problème à l'aide des interrogations et des concepts de base des disciplines qui lui ont été enseignées. Il doit articuler entre elles les questions identifiées par lui comme les plus importantes, et faire apparaître une ou plusieurs idées fortes dans une réflexion d'ensemble cohérente. La description des faits, des mécanismes, des institutions, ne doit jamais prendre le pas sur la réflexion et le sens critique.

Dans le cadre d'une part de l'action associative étudiante, et d'autre part d'un projet d'intérêt collectif, il est organisé à chaque année un Séminaire à Bruxelles sur « le fonctionnement des Institutions européennes et la coopération de l'Union européenne avec l'Amérique latine ». Ce séminaire a comme objectif de former les étudiants de cette Maîtrise en vue de les préparer au commerce entre l'Union européenne et l'Amérique latine, mais également de leurs donner une meilleure connaissance des Institutions européennes, leurs fonctionnement, réformes et missions en vue de mieux comprendre les mécanismes qui peuvent régir les relations économiques, sociales, commerciales et juridiques entre l'Union européenne et l'Amérique latine. Les thèmes prioritaires du séminaire sont : l'Union européenne et le commerce mondial et le fonctionnement des Institutions européennes et leurs reformes. Le séminaire est organisé sous forme de conférences et visites aux Institutions européennes, à savoir :

- Le Conseil de l'Union européenne
- Le Parlement européen
- La Commission européenne

- Le Comité économique et social
- Le Comité des Régions

Ces formations pointues garantissent un avenir à nos jeunes et confortent les institutions d'enseignement et de recherche dans leur fonction de pôle de développement contribuant par la même à l'équilibre économique et social et au développement régional. Avec le processus de Bologne l'Université du Havre, comme d'autres Universités dans l'UE, sont passées au système LMD. L'ancienne maîtrise a été transformée en Master avec des ajustements.

Nous sommes passés peu à peu d'un Master classique à un Master plus professionnalisant, tourné vers l'intégration de l'étudiant dans le monde du travail. Les étudiants latino-américains de plus en plus nombreux, sont pris en stage dans les entreprises françaises, qui trouvent là une opportunité unique de connaître plus profondément la culture latino-américaine (Annexe). Le même phénomène se produit concernant nos étudiants européens partis en stage dans les entreprises en Amérique latine. Ils sont très utiles concernant la compréhension de la culture européenne et évitant ainsi les possibles fautes que les entreprises parfois peuvent commettre par méconnaissance de la culture d'un futur partenaire. Beaucoup de nos étudiants sont employés dans les entreprises étrangères pour un an ou plus, ce qui donne un poids certain à leurs CV.

ANNEXE

Etudiants en Master C.A.L.			
-----------------------------------	--	--	--

Année de l'inscription	IAE - Etape (lib.)	Nationalité (lib.)	Nombre d'Inscrits
1998	MST AI OPTION CAL 1E AN.	BENINOIS(E)	1
		BRESILIEN(NE)	1
		CHILIEN(NE)	1
		FRANCAIS(E)	14
		Sous-Total	17
		Total	17

Année de l'inscription	IAE - Etape (lib.)	Nationalité (lib.)	Nombre d'Inscrits
1999	MST AI OPTION CAL 1E AN.	FRANCAIS(E)	18
		Sous-Total	18
	MST AI OPTION CAL 2E AN.	BENINOIS(E)	1
		BRESILIEN(NE)	1
		CHILIEN(NE)	1
		FRANCAIS(E)	14
		Sous-Total	17
		Total	35

Année de l'inscription	IAE - Etape (lib.)	Nationalité (lib.)	Nombre d'Inscrits
2000	MST AI OPTION CAL 1E AN.	FRANCAIS(E)	23
		Sous-Total	23
	MST AI OPTION CAL 2E AN.	FRANCAIS(E)	18
		Sous-Total	18
		Total	41

Année de l'inscription	IAE - Etape (lib.)	Nationalité (lib.)	Nombre d'Inscrits
2001	MST AI OPTION CAL 1E AN.	FRANCAIS(E)	24
		MEXICAIN(E)	1
		Sous-Total	25
	MST AI OPTION CAL 2E AN.	FRANCAIS(E)	22
		Sous-Total	22
		Total	47

Année de l'inscription	IAE - Etape (lib.)	Nationalité (lib.)	Nombre d'Inscrits
2002	MST AI OPTION CAL 1E AN.	FRANCAIS(E)	12
		Sous-Total	12
	MST AI OPTION CAL 2E AN.	FRANCAIS(E)	22
		Sous-Total	22
		Total	34

Année de l'inscription	IAE - Etape (lib.)	Nationalité (lib.)	Nombre d'Inscrits
2003	MST AI OPTION CAL 1E AN.	FRANCAIS(E)	12
		Sous-Total	12
	MST AI OPTION CAL 2E AN.	FRANCAIS(E)	17
		Sous-Total	17
		Total	29

Année de l'inscription	IAE - Etape (lib.)	Nationalité (lib.)	Nombre d'Inscrits
2004	M2 Pro - COM AMERIQUE LAT	FRANCAIS(E)	7
		Sous-Total	7
	MST AI OPTION CAL 2E AN.	FRANCAIS(E)	13
		Sous-Total	13
		Total	20

Année de l'inscription	IAE - Etape (lib.)	Nationalité (lib.)	Nombre d'Inscrits
2005	M1 - AFFAIRES INTERNATIONALES	BULGARE	1
		PERUVIEN(NE)	2
		FRANCAIS(E)	9
		Sous-Total	12
	M2 Pro - COM AMERIQUE LAT	BRESILIEN(NE)	1
		COLOMBIEN(NE)	1
		FRANCAIS(E)	8
		Sous-Total	10
		Total	22

Année de l'inscription	IAE - Etape (lib.)	Nationalité (lib.)	Nombre d'Inscrits
2006	M1 - AFFAIRES INTERNATIONALES	FRANCAIS(E)	4
		Sous-Total	4
	M2 Pro - COM AMERIQUE LAT	BRESILIEN(NE)	1
		BULGARE	1
		FRANCAIS(E)	8
		ITALIEN(NE)	1
		Sous-Total	11
		Total	15

Année de l'inscription	IAE - Etape (lib.)	Nationalité (lib.)	Nombre d'Inscrits
2007	M1 - AFFAIRES INTERNATIONALES	COLOMBIEN(NE)	1
		FRANCAIS(E)	14
		Sous-Total	15
	M2 Pro - COM AMERIQUE LAT	BRESILIEN(NE)	1
		FRANCAIS(E)	10
		ITALIEN(NE)	1
		POLONAIS(E)	1
		Sous-Total	13
		Total	28

Année de l'inscription	IAE - Etape (lib.)	Nationalité (lib.)	Nombre d'Inscrits
2008	M1 - MI - ECH AMER LATIN	FRANCAIS(E)	14
		VENEZUELIEN(NE)	1
		Sous-Total	15
	M2 - MEI - ECH. AMER.LATI	COLOMBIEN(NE)	1
		FRANCAIS(E)	19
		MEXICAIN(E)	2

		PERUVIEN(NE)	2
		Sous-Total	24
		Total	39

Année de l'inscription	IAE - Etape (lib.)	Nationalité (lib.)	Nombre d'Inscrits
2009	M1 - MI - ECH AMER LATIN	FRANCAIS(E)	9
		VENEZUELIEN(NE)	1
		Sous-Total	10
	M2 - MEI - ECH. AMER.LATI	BRESILIEN(NE)	2
		COLOMBIEN(NE)	2
		EQUATORIEN(NE)	1
		FRANCE+1FrancoMex	16
		PERUVIEN(NE)	1
		VENEZUELIEN(NE)	1
		Sous-Total	23
		Total	33